

Le Quotidien

Statistique Canada

Le mardi 7 novembre 2000

Pour être diffusé à 8 h 30

COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

- **Permis de bâtir, septembre 2000** 2
Les municipalités ont délivré pour 3,3 milliards de dollars de permis de bâtir en septembre, en hausse de 1,2 % par rapport à août, le secteur non résidentiel ayant affiché ses meilleurs résultats mensuels en 11 ans. Un recul dans le cas des permis de construction de logements a freiné l'augmentation globale.

AUTRES COMMUNIQUÉS

Lampes électriques, troisième trimestre de 2000 6

NOUVEAUX PRODUITS 7



COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

Permis de bâtir

Septembre 2000

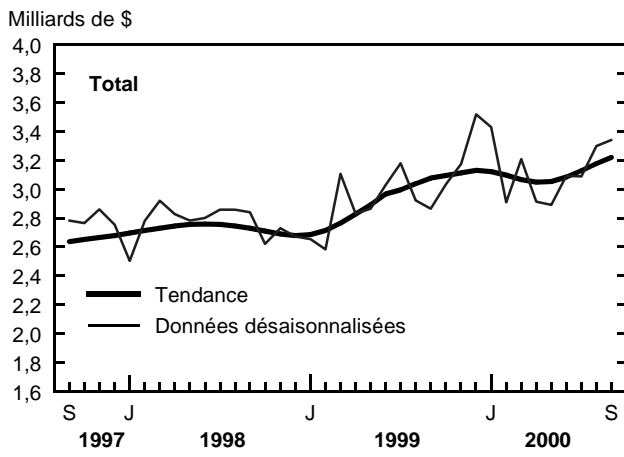
Les municipalités ont délivré pour 3,3 milliards de dollars de permis de bâtir en septembre, en hausse de 1,2 % par rapport à août, le secteur non résidentiel ayant affiché ses meilleurs résultats mensuels en 11 ans. Un recul dans le cas des permis de construction de logements a freiné l'augmentation globale.

Les intentions de construction non résidentielle ont crû de 20,8 % et ont atteint 1,7 milliard de dollars. La valeur des nouveaux projets a bondi dans chacune des trois composantes (industrielle, commerciale et institutionnelle).

Par contre, après un excellent résultat obtenu en août, les intentions de construction de logements ont subi un recul de 13,4 %, ce qui les a ramenées à 1,6 milliard de dollars, en raison surtout d'un net repli du côté des logements multifamiliaux.

Cumulativement, les permis de bâtir ont connu leurs meilleurs résultats pour les neuf premiers mois de l'année depuis 1989. De janvier à septembre, la valeur des intentions de construction a atteint 28,2 milliards de dollars, en hausse de 8,2 % par rapport à la valeur enregistrée au cours de la même période de neuf mois en 1999. Chaque composante des secteurs résidentiel et non résidentiel a participé à l'augmentation.

La valeur totale des permis est en hausse



À l'échelon régional, les plus fortes augmentations (en dollars) de la valeur cumulative des neuf premiers

Note aux lecteurs

Sauf avis contraire, les données du présent communiqué sont désaisonnalisées, ce qui facilite la comparaison par l'élimination de l'effet des variations saisonnières.

L'Enquête mensuelle sur les permis de construction et de démolition vise 2 600 municipalités représentant 94 % de la population. Ses résultats servent d'indicateur avancé de l'activité dans le domaine de la construction. Les collectivités représentant les autres 6 % de la population sont très petites et leurs activités de construction n'ont qu'une faible incidence sur le total.

La valeur des intentions de construction présentées ici ne comprend pas les travaux d'ingénierie (par exemple, les aqueducs, les égouts et les ouvrages de drainage) ni ceux associés au terrain.

mois sont survenues dans les régions métropolitaines de recensement d'Ottawa (+34,7 %) et de Montréal (+12,7 %). Le faible taux d'inoccupation de l'espace de bureau dans la région d'Ottawa a provoqué une forte hausse de la valeur des permis pour les immeubles à bureaux. Une augmentation significative du côté des projets d'usines de fabrication a contribué à la hausse à Montréal. Dans les deux régions, une forte croissance des intentions de construction de nouveaux logements unifamiliaux a aussi joué un rôle clé.

Recul des intentions de construction de logements multifamiliaux après un bond en août

Un repli de 34,2 % a ramené les intentions de construction de logements multifamiliaux à 429 millions de dollars en septembre, après une poussée importante en août. En outre, la valeur des permis de construction de logements unifamiliaux a reculé de 2,4 % pour s'établir à 1,2 milliard de dollars.

Plusieurs facteurs pourraient avoir un effet positif sur le marché de l'habitation dans un avenir rapproché. Le nombre de mises en chantier d'habitations a progressé de 7,1 %, les taux hypothécaires sont stables et le niveau d'emploi à temps plein et la confiance des consommateurs sont demeurés élevés.

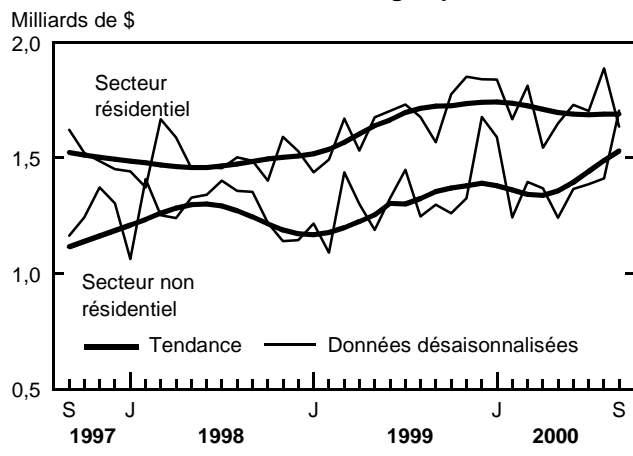
Parmi les provinces, les baisses les plus marquées (en dollars) dans les permis résidentiels sont survenues en Colombie-Britannique (-41,4 %, valeur totale de 178 millions de dollars) et en Ontario (-12,1 %, valeur totale de 826 millions de dollars). Dans les deux provinces, les reculs des intentions de construction de logements unifamiliaux et multifamiliaux ont rabaisé la composante résidentielle. Seuls le Québec (+8,7 %),

le Manitoba (+41,0 %) et Terre-Neuve (+13,0 %) ont vu augmenter les intentions de construction de logements.

Pour les neuf premiers mois de 2000, la valeur des permis de construction résidentielle a monté de 6,8 % et a atteint 15,5 milliards de dollars comparativement à la même période en 1999. Cela constitue le meilleur résultat pour la période de janvier à septembre depuis 1989. Les logements unifamiliaux ont ouvert la voie, enregistrant une hausse de 7,2 %, tandis que les intentions de construction de logements multifamiliaux ont crû de 5,7 %.

À l'échelon provincial, la croissance la plus considérable (en dollars) de la valeur cumulative a été observée en Ontario (+8,3 %, valeur totale de 7,7 milliards de dollars), puis au Québec (+8,7 %, valeur totale de 2,4 milliards de dollars). Ces hausses sont principalement attribuables à l'accroissement des intentions de construction de logements unifamiliaux dans les régions métropolitaines de Toronto et de Montréal. En Ontario, la valeur des permis de construction résidentielle a atteint le niveau le plus élevé jamais observé pour les neuf premiers mois d'une année. Des effets de ralentissement provenaient de la Colombie-Britannique (-1,7 %) et du Nouveau-Brunswick (-2,8 %).

La valeur des permis de construction non résidentielle a grimpé



Meilleur résultat mensuel dans le secteur non résidentiel depuis août 1989

Pour un quatrième mois d'affilée, la valeur des permis de construction non résidentielle a connu une augmentation considérable (+20,8 %), qui l'a portée à 1,7 milliard de dollars en septembre, sous la poussée de chacune des trois composantes (industrielle,

commerciale et institutionnelle). Il s'agit du meilleur résultat mensuel obtenu depuis août 1989.

Après avoir fléchi en août, la valeur des permis de construction commerciale a crû de 16,5 % et a atteint 830 millions de dollars. Les entrepôts et les immeubles à bureaux ont réalisé les plus fortes augmentations, tandis que les hôtels, les restaurants et les bâtiments de loisirs ont affiché les reculs les plus marqués.

Un projet pour une grande usine dans la région métropolitaine de recensement de St. Catharines-Niagara a contribué à propulser de 25,8 % l'ensemble de la composante industrielle, ce qui l'a fait passer à 500 millions de dollars.

Les projets de construction institutionnelle ont augmenté de 24,3 % et ont atteint 375 millions de dollars. Il s'agit du meilleur résultat mensuel cette année, à la faveur d'un bond considérable des projets de construction d'établissements universitaires en Ontario.

À l'échelon provincial, l'Ontario (+47,3 %) a connu les progressions les plus marquées dans chacune des trois composantes. Les plus fortes baisses ont été observées en Colombie-Britannique (-15,5 %) et en Alberta (-11,0 %).

Le secteur non résidentiel garde son élan

Depuis le début de 2000, la valeur totale des permis de construction non résidentielle a atteint 12,7 milliards de dollars, en hausse de 10,0 % par rapport à la période de janvier à septembre 1999. Il s'agit du meilleur résultat pour les neuf premiers mois depuis 1989. Chacune des trois composantes a affiché une hausse.

Les projets de construction commerciale ont été en progression de 11,1 % durant les neuf premiers mois comparativement à la même période en 1999, ce qui porte la valeur à 6,8 milliards de dollars. Il y a eu de fortes augmentations attribuables aux commerces et aux services ainsi qu'aux intentions de construction d'immeubles à bureaux.

La valeur des projets de construction industrielle s'est accrue de 15,9 % et a atteint 3,1 milliards de dollars, reflet surtout de la croissance des projets de construction de fabriques et d'usines. Seule la catégorie des services publics a accusé un recul.

Les projets de construction institutionnelle ont connu la plus faible croissance, progressant de 1,8 % pour passer à une valeur de 2,8 milliards de dollars pour les neuf premiers mois. L'accroissement des projets de construction d'établissements d'enseignement et d'immeubles administratifs gouvernementaux a été dans une large mesure épongé par le recul des intentions de construction d'immeubles à vocation médicale.

Parmi les provinces, les hausses les plus marquées pour les neuf premiers mois (en dollars) sont survenues en Ontario (+9,7 %, valeur totale de 5,4 milliards de dollars) et en Alberta (+26,6 %, valeur totale de 1,9 milliard de dollars), où la région métropolitaine de recensement de Calgary a joué un rôle dominant.

Par contre, Terre-Neuve a accusé le plus fort repli (-34,0 %), une baisse de la composante industrielle y ayant infléchi la valeur des permis de construction non résidentielle.

Données stockées dans CANSIM: matrices 80 (niveaux 3 à 7 et 33 à 48), 129, 137, 443, 989 à 992, 994, 995 et 4073.

Le numéro de septembre 2000 de *Permis de bâtir* (64-001-XIB, 19 \$ / 186 \$) paraîtra bientôt. Voir *Pour commander les produits*.

Le communiqué sur les permis de bâtir d'octobre 2000 paraîtra le 6 décembre.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Vere Clarke au (613) 951-6556 (clarver@statcan.ca). Pour des renseignements de nature analytique, communiquez avec Étienne Saint-Pierre au (613) 951-2025 (saineti@statcan.ca), Division de l'investissement et du stock de capital.

□

Valeur des permis de bâtir

	Août 2000 ^r	Septembre 2000 ^p	Août à septembre 2000	Janvier à septembre 1999	Janvier à septembre 2000	Janv.-sept. 1999 à janv.-sept. 2000
données désaisonnalisées						
	millions de \$		var. en %	millions de \$		var. en %
Canada	3 299,7	3 340,5	1,2	26 041,1	28 177,1	8,2
Résidentiel	1 888,3	1 635,7	-13,4	14 490,8	15 470,6	6,8
Non résidentiel	1 411,4	1 704,8	20,8	11 550,3	12 706,5	10,0
Terre-Neuve	17,4	24,9	43,0	230,8	232,4	0,7
Résidentiel	13,8	15,5	13,0	117,4	157,5	34,2
Non résidentiel	3,6	9,3	156,3	113,4	74,9	-34,0
Île-du-Prince-Édouard	9,4	11,7	24,4	96,8	86,7	-10,4
Résidentiel	5,9	4,9	-18,0	49,6	49,7	0,1
Non résidentiel	3,5	6,9	95,9	47,1	37,1	-21,4
Nouvelle-Écosse	57,2	49,5	-13,6	656,3	716,4	9,2
Résidentiel	45,9	32,9	-28,3	351,6	406,8	15,7
Non résidentiel	11,3	16,6	45,9	304,7	309,6	1,6
Nouveau-Brunswick	53,0	37,8	-28,8	343,6	357,1	3,9
Résidentiel	26,0	19,7	-24,3	202,6	196,8	-2,8
Non résidentiel	27,0	18,0	-33,2	141,1	160,3	13,6
Québec	506,6	610,8	20,6	4 319,4	4 769,5	10,4
Résidentiel	255,4	277,7	8,7	2 219,6	2 413,4	8,7
Non résidentiel	251,2	333,1	32,6	2 099,8	2 356,1	12,2
Ontario	1 516,5	1 675,9	10,5	12 084,1	13 158,0	8,9
Résidentiel	939,7	826,4	-12,1	7 117,5	7 711,2	8,3
Non résidentiel	576,8	849,5	47,3	4 966,6	5 446,8	9,7
Manitoba	60,0	92,5	54,2	649,4	721,9	11,2
Résidentiel	27,5	38,7	41,0	264,9	296,8	12,0
Non résidentiel	32,5	53,7	65,5	384,5	425,1	10,6
Saskatchewan	57,8	39,0	-32,5	529,8	520,0	-1,9
Résidentiel	25,8	16,7	-35,1	191,6	202,5	5,7
Non résidentiel	32,0	22,3	-30,4	338,1	317,5	-6,1
Alberta	476,7	433,0	-9,2	3 536,4	4 025,6	13,8
Résidentiel	239,8	222,2	-7,4	2 060,8	2 158,1	4,7
Non résidentiel	236,9	210,8	-11,0	1 475,6	1 867,5	26,6
Colombie-Britannique	520,4	361,2	-30,6	3 478,3	3 486,3	0,2
Résidentiel	303,6	178,0	-41,4	1 867,7	1 836,9	-1,7
Non résidentiel	216,8	183,3	-15,5	1 610,6	1 649,4	2,4
Yukon	19,2	2,0	-89,6	37,4	43,1	15,4
Résidentiel	1,3	1,2	-10,0	13,1	11,3	-13,2
Non résidentiel	17,9	0,8	-95,4	24,3	31,7	30,7
Territoires du Nord-Ouest	3,4	1,6	-51,3	35,5	18,3	-48,3
Résidentiel	2,0	1,1	-43,9	10,3	9,0	-12,4
Non résidentiel	1,4	0,5	-62,0	25,1	9,3	-62,9
Nunavut	2,1	0,7	-69,3	43,3	41,7	-3,8
Résidentiel	1,6	0,7	-58,7	24,0	20,6	-14,3
Non résidentiel	0,5	0,0	-100,0	19,3	21,1	9,2

^r Données révisées.

^p Données provisoires.

Note: Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

AUTRES COMMUNIQUÉS

Lampes électriques

Troisième trimestre de 2000

Les données sur les importations, la production et les stocks des fabricants de lampes électriques pour le troisième trimestre sont maintenant disponibles.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Russell Kowaluk au (613) 951-0600 (kowarus@statcan.ca), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

NOUVEAUX PRODUITS

La revue des céréales et des graines oléagineuses,
août 2000
Numéro au catalogue: 22-007-XIB (11\$/112\$).

La revue des céréales et des graines oléagineuses,
août 2000
Numéro au catalogue: 22-007-XPB (15\$/149\$).

Aviation, bulletin de service, vol. 32, n° 10
Numéro au catalogue: 51-004-XIB (8\$/82\$).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par: -XIB ou -XIF représentent la version électronique en vente sur Internet, -XMB ou -XMF, la version micro-fiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB, la version électronique sur disquette et -XCB, la version électronique sur CD-ROM.

Pour commander les produits

Pour commander les produits par téléphone:

Ayez en main: • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de VISA ou de MasterCard.


Au Canada et aux États-Unis, composez: **1 800 267-6677**
Pour les autres pays, composez: **1 613 951-7277**
Pour envoyer votre commande par télécopieur: **1 877 287-4369**
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte: **1 800 700-1033**

Pour commander par la poste, écrivez à: Gestion de la circulation, Division de la diffusion, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet: écrivez à order@statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca), sous les rubriques *Produits et services*, *Publications téléchargeables*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Catégorie 1 - 001F (English) 11-001F (15\$/112\$) (22-007-XIB)



Le Jeudi 9 juin 1997
Édition hebdomadaire 8 h - 10 h


PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Transport urbain, 1996** 2
Malgré la chute de la demande aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recourus. En 1996, les Canadiens ont effectué en moyenne quelque 46 déplacements en transport urbain par semaine. Ce chiffre est en baisse par rapport à 1995, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années.
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996** 5
À l'instar de la croissance de l'économie et de des emplois, le niveau de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 a été considérablement plus élevé que celui de 1995.

AUTRES COMMUNIQUÉS

- **Indice de l'offre d'emploi, mai 1997** 10
- **Énergie sur les marchés à court terme** 11
- **Ajuster les termes pratiques de la loi sur la protection de l'environnement, avril 1997** 11
- **Production d'acier, avril 1997** 11

NOUVELLES PARUTIONS 12

Statistique Canada Statistic Canada 

Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001F.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à listproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez: subscribe quotidien prénom et nom.

Rédactrice: Julie Bélanger (613) 951-1187, belajul@statcan.ca
Chef de la Diffusion officielle: Madeleine Simard (613) 951-1088, simamad@statcan.ca

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2000. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source: Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire: Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001F au catalogue, date et numéros de page.